

# Mourir sans eau ni nourriture dans le désert du Sahara

## MIGRATIONS Alger sous le feu de graves accusations

RÉCIT

Depuis longtemps, la situation des migrants à la frontière sud de l'Algérie inquiète les responsables des agences humanitaires et des organismes chargés des droits de l'homme. Mais l'enquête que vient de publier ce 25 juin l'Associated Press, réalisée au Niger à partir de dizaines d'interviews de migrants expulsés par l'Algérie, met au jour des traitements qui confinent à l'inhumanité.

« Ici dans le désert, narre notamment la journaliste, Lori Hinnant, l'Algérie a abandonné plus de 13.000 personnes dans les 14 derniers mois, dont des femmes enceintes et des enfants, les laissant sans nourriture ou eau, les forçant à marcher sous des températures jusqu'à 48°, parfois sous la menace d'armes. »

Et de poursuivre : « Au Niger, pays vers lequel la majorité se dirigent, les plus chanceux traversent un enfer de 15 kilomètres jusqu'au village frontalier d'Assamaka. D'autres errent pendant des jours avant qu'une équipe de sauvetage de l'ONU finisse par les trouver. Un nombre inconnu périt ; la quasi-totalité de la vingtaine de survivants rencontrés par l'Associated Press a raconté que des membres de leurs groupes avaient simplement été avalés par le Sahara. »

Quels chiffres vérifiables pourraient formaliser ces constats ? Il n'y en a pas. L'Algérie ne fournit pas les statistiques de ses expulsions. Mais l'OIM (Organisation internationale pour les migrations,

qui fait partie de l'ONU) évoque « 11 276 hommes, femmes et enfants » qui ont survécu à la marche dans le désert depuis mai 2017. Quelque 2.500 ont dû faire un trajet du même genre vers le Mali. Personne ne s'avise à donner un chiffre de victimes décédées.

Au lendemain de l'article de l'AP, et ce n'est sans doute pas un hasard, l'OIM a justement publié un communiqué sur le sujet pour dire sa « préoccupation ». « Des migrants irréguliers, y compris de nombreux mineurs et femmes enceintes, ne doivent pas

être laissés sans eau ni nourriture ou contraints de marcher des kilomètres sous un soleil de plomb pour se mettre en sécurité dans le désert », commente William Lacy Swing, le directeur général. Le texte valide les dires de l'AP : « D'après les médias, des milliers de migrants traversent une bande de désert de 15 kilomètres entre l'Algérie et le Niger en direction d'Assamaka. L'OIM envoie régulièrement des missions de sauvetage pour récupérer des migrants déshydratés et désorientés

qui cherchent un abri pendant des jours. D'après d'autres sources crédibles, des migrants meurent dans le désert après avoir perdu leur chemin ou succombant à la chaleur et à la fatigue. Les responsables de l'OIM dans l'avant-poste isolé d'Assamaka parlent de migrants émergeant du désert par milliers (...) »

Ce 28 juin, par ailleurs, l'organisation de défense des droits humains Human Rights Watch

publie elle aussi un communiqué sur les expulsions dans le grand sud algérien. Si HRW, qui a interrogé une trentaine de migrants ne s'aventure pas à dénoncer des décès, elle évoque « des expulsions massives à la frontière avec le Niger ou le Mali, la plupart du temps sans donner de vivres ni d'eau. Ces migrants ont expliqué avoir été contraints de marcher des dizaines de kilomètres à travers le désert, par des températures élevées ».

### Réplique cinglante

Les Algériens ont mis deux jours pour répondre aux premières accusations. « L'information telle que diffusée par l'agence américaine a pour objectif de servir l'intérêt de certaines parties qui veulent installer le désordre et le chaos, a affirmé Hassen Kacimi, président du comité interministériel chargé des problèmes migratoires cité par le journal officiel *El Moudjahid*. Il s'agit d'un mensonge grossier, d'une manipulation éhontée. »

L'officiel a pointé la responsabilité de quelque 7.000 passeurs, sous-entendu nigériens, dotés de 14.000 véhicules 4X4, soulignant aussi au passage que l'Algérie a sauvé « pas moins de 52.000 migrants subsahariens » depuis 2015. Et d'ajouter : « S'ils veulent nous imposer une plateforme migratoire sur le sol algérien, cela ne passera pas ».

Un autre article du quotidien, qui cite « un responsable au ministère de l'Intérieur », va plus loin. « Ce dossier est traité depuis des années, mais il a pris des proportions importantes. (...) Présentement, cette migration illégale constitue une menace pour la stabilité et la sécurité du pays. L'ordre public ne doit pas être une victime de la migration

*venue du Sahel. » Et le journal d'ajouter : « Ce même objectif est du reste celui que l'Union européenne s'est fixé. Et autant pour l'Algérie que pour l'UE, le phénomène migratoire ne doit pas prendre des proportions qui menacent la sécurité des pays ». ■*

**BAUDOIN LOOS**